

LA GUERRE :

ASPIRINE OU DOPANT ?

Les choses ne sont pas forcément ce qu'elles paraissent être : ainsi, de la même manière qu'une façade démocratique peut cacher une idéologie totalitaire, ce qui apparaît comme une menace pour celle-ci peut n'être qu'une simple conséquence qui peut servir à la renforcer.

Le spectacle que montrent les médias depuis le 11 septembre nous incite à pleurer le sort des «pauvres américains» et à nous sentir toutes unies derrière leurs dirigeants (et à être du coup solidaires des barbaries qu'ils commettent).

Respectons la minute de silence pour les «américainEs» mortEs de l'attentat terroriste contre les tours du world trade center. Certes. Mais si on appliquait aussi des minutes de silence pour les atrocités commises par nos «démocraties» occidentales sur les pays du Sud, on serait toutes muettes...

Les médias sont complices en ce qu'ils taisent ou déforment : on ne reparle pas des dizaines de milliers d'enfants qui meurent chaque jour de par le monde à cause de la famine. Ni du soutien financier et militaire qu'ont pu apporter les dites «démocraties» occidentales aux diverses dictatures passées et présentes au Chili, en Argentine, en Bolivie, en Indonésie, au Cambodge, en Iran, en Afrique du Sud, au Bangladesh... Ni de leurs implications dans des génocides et massacres au Rwanda, en Tchétchénie, au Kosovo, en Palestine... Saviez vous qu'en Irak la guerre «chirurgicale» a tué au moins 300000 personnes ? Pas seulement telle qu'elle a été montrée, mais surtout le blocus terrible qui continue, de manière complètement occultée par les médias, et dont la motivation principale est financière (notamment la mainmise sur le pétrole «irakien»).

Les médias sont complices en ce qu'ils disent ; ils relaient la vision du monde telle que les gouvernements veulent nous la faire voir, un monde qui serait déchiré en 2 blocs : les américainS (que nous sommes, puisque selon le président du Monde, «nous sommes tous américainS») et les Autres. Le combat du Bien contre le Mal.

Le Bien. Sa définition n'est pas tellement une question de frontière, mais plutôt d'économie. Les bons sont les partisanS de l'économie «libre». Laissons la parole à «notre» premier ministre, quand il parle d'antiterrorisme : «lutter contre le terrorisme, ce n'est pas seulement l'affaire des juges, des policieRS, des services secrets, des États. Il y a aussi une réponse que peuvent donner les chefs d'entreprise, les investisseurS et les consommateurS. [...] Faisons preuve, tous ensemble, de patriotisme économique.» [Le monde, 28 sept. 2001].

Le Mal. Il incarne les Autres. Que ce soient ceux et celles qui contestent la guerre, ou le système capitaliste. Et d'ailleurs, il n'y a même pas à le contester pour être considéréE en «ennemiE». «Nous allons éliminer le Mal de ce monde», a déclaré Bush. Comme s'il allait de soi que la cause des événements du 11 septembre venait de l'Autre camp... Toute idéologie est basée sur ce principe : au lieu d'identifier les relations dans lesquelles on est empêtréE, on s'efforce de trouver une cause et un ennemi extérieur.

Après 500 ans d'histoire coloniale et impérialiste sanglante, 100 ans d'une désastreuse industrialisation bureaucratique et de modernisation de rattrapage, 50 ans d'intégration destruc-

trice dans le marché mondial et 10 ans sous le règne absurde du nouveau capital financier transnational, le raisonnement voulant trouver une source extérieure aux problèmes de nos «démocraties» occidentales, est une insulte à l'intelligence humaine. Tout ce qui se passe aujourd'hui est un produit, soit direct soit indirect, du «One World» capitaliste. C'est en son sein qu'est infantée la terreur.

Oussama Ben Laden n'a pas toujours été considéré comme l'incarnation du Mal, loin s'en faut : c'était un des principaux «guerriers de la liberté» contre le communisme en Afghanistan. Il a été formé, soutenu et chéri par la CIA. Quant au fondamentalisme islamique, il puise sa force en récupérant et instrumentalisant les frustrations dues aux crises sociales et politiques dans lesquelles de nombreux pays sont enfoncés. Crises en lien direct avec «nos» «démocraties», qui soutiennent des régimes corrompus et impopulaires, et permettent le pillage des pays du Sud par «nos» multinationales.

La propagation de cette vision binaire du monde est dans la lignée des idéologies des xénophobes de tout poil, qui du coup en profitent pour propager leurs discours. Que l'un parle ouvertement de «supériorité des civilisations occidentales» (Berlusconi), ou que d'autres, se basant sur un concept de «choc des civilisations», nous assènent que la menace est partout, et que le seul remède soit de laisser tomber nos derniers vestiges de droits individuels pour sauver notre «nation» ou «civilisation». Le problème n'est pas tant leur déclaration que le fait que, quand bien même nos gouvernements les condamneraient pour la forme, ils tendent à en appliquer les principes...

Voici la définition d'un acte de nature terroriste issue de la Commission européenne : «Tout acte qui vise à menacer, à porter gravement atteinte ou à détruire les structures économiques ou sociales d'un pays».

Cette définition extrêmement floue et large engloberait aussi de très nombreuses activités politiques dissidentes ou contestataires, mais pas seulement ; alliée aux diverses mesures en passe d'être adoptées, telles que le mandat d'arrêt européen qui permettra, sur simple soupçon d'infractions, d'être remisE aux autorités du pays concerné, il ne fera pas bon être homosexuelLe ou avorter en Irlande, posséder du cannabis, être en séjour irrégulier, avoir manifesté à Gênes ou ailleurs... Mais bon : comme l'a écrit une conseillère du ministre britannique des transports en s'adressant à son cabinet, «C'est un très bon jour (le 11 septembre) pour ressortir tout ce que l'on veut passer en douce» !

Et la répression - pardon, les «mesures d'exception» - est déjà en place : l'armée est déployée dans les grandes villes, les atteintes à la vie privée multipliées, les contrôles des populations «suspectes» renforcés. Vous en doutez ? sachez que la population des centres de rétention des grandes agglomérations a augmenté de près de 30% en une semaine...

